

La situation au niveau nucléaire

Autor(en): **Brunner, Dominique**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **120 (1975)**

Heft 7

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-343961>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La situation au niveau nucléaire

VLADIVOSTOK: DE TROP GRANDES CONCESSIONS AMÉRICAINES

Les négociations entre Américains et Soviétiques au sujet d'une limitation de leurs panoplies nucléaires, amorcées le 17 novembre 1969 à Helsinki, ont conduit cinq ans plus tard, en novembre 1974, à un nouveau résultat que certains, à commencer par les intéressés eux-mêmes, se sont empressés de qualifier de progrès. Un accord de principe a, une fois de plus, été obtenu par le contact direct à l'échelon suprême, c'est-à-dire entre le président des Etats et le secrétaire général du parti communiste soviétique. Une sorte de tradition semble ainsi s'établir, laquelle veut que ce soient les chefs des deux puissances qui, s'élevant au-dessus des questions techniques qui semblaient jusque-là insolubles, arrêtent en tête à tête des décisions fondamentales, lesquelles ouvrent la voie à des accords dont les détails sont fixés ultérieurement par les spécialistes.

DE MAI 1971 À NOVEMBRE 1974

En effet, en mai 1971 déjà, le président Nixon et M. Brejnev avaient fait connaître leur décision de se concentrer dans les négociations de cette année sur la défense anti-engins, la « ballistic missile defense ». 12 mois plus tard, ces deux interlocuteurs signaient effectivement un traité limitant sévèrement la défense anti-engins et éliminant ainsi un facteur éventuel d'instabilité. Simultanément, ils apposaient leurs signatures au bas d'un accord sur la limitation des engins balistiques offensifs.

Le 21 juin 1973, MM. Nixon et Brejnev suscitaient à nouveau l'espoir d'un progrès considérable en matière de contrôle des armements stratégiques en convenant de s'entendre, avant 1975, sur une limitation définitive des armes stratégiques, limitation devant porter non seulement sur le nombre, mais encore sur la qualité des armes.

Ce but n'a pas été atteint. Car si le successeur de M. Nixon a réussi à obtenir un accord de principe juste avant l'expiration du délai fixé, cet accord prévoit que le traité à conclure sera valable jusqu'en 1985 — que sa durée ne sera donc pas illimitée — et que, s'il imposera un

plafond numérique pour ce qui est des vecteurs stratégiques (2400 pour chaque puissance), il permettra, en revanche, un accroissement énorme de la puissance de feu des engins balistiques grâce à l'introduction de véhicules de rentrée ou charges multiples (Multiple Independently Targetable Re-entry Vehicles, MIRV). Or, ceci n'a rien de commun avec la limitation des armements que la déclaration de 1973 laissait entrevoir.

L'OBJECTIF DES SALT

Les conversations américano-soviétiques sur la limitation des armements stratégiques — SALT — ont pour but de ralentir, voire de mettre fin à la course aux armements au niveau nucléaire. Leur aboutissement ne doit pas seulement entraîner un allègement des budgets militaires — la part des dépenses militaires imputable à ces armes spectaculaires est d'ailleurs bien moins élevée qu'on ne l'imagine communément; aux Etats-Unis, par exemple, les frais occasionnés par les « strategic forces » n'ont, depuis des années, guère dépassé quelque 15% de l'ensemble des dépenses militaires — ces négociations devraient contribuer à assurer la stabilité du niveau nucléaire stratégique, c'est-à-dire à conjurer le danger, très hypothétique à brève échéance, mais ne pouvant pas être écarté à moyen ou long terme, que l'un ou l'autre des deux Grands acquière une capacité limitée de première frappe. Le traité sur les fusées anti-engins et l'accord sur les fusées offensives de 1972 ne représentaient certes qu'un premier pas sur la voie du contrôle des armements, mais ils créaient des conditions favorables en vue d'accords allant plus loin, notamment en vue d'une limitation qualitative des armements, laquelle apparaît comme la clef du contrôle des armements à l'ère des MIRV, des têtes nucléaires manœuvrables — MaRV — et d'une précision toujours plus grande des engins balistiques. Or, l'accord de principe intervenu entre MM. Ford et Brejnev à Vladivostok en novembre de l'année dernière n'exploite pas ces possibilités et offre, au contraire, la perspective d'une continuation de la course aux armements qualitative.

Pour juger correctement cet accord, il faut se reporter aux résultats du sommet de Moscou de 1972 et se rendre compte des efforts d'armement entrepris depuis par les deux puissances.

LA SIGNIFICATION DES ACCORDS DE 1972

L'accord du 26 mai 1972 au sujet des fusées offensives avait, dans un sens, sanctionné l'énorme effort d'armement entrepris par les Soviétiques entre 1965 et 1972. En 1965, les Soviétiques détenaient quelque 330 rampes de lancement à terre et sur sous-marins pour engins balistiques susceptibles d'atteindre le territoire des Etats-Unis. Sept ans plus tard, ils avaient 2358 rampes de lancement opérationnelles ou en voie de construction (1618 pour fusées terre-terre à portée intercontinentale, ICBM, et 740 pour fusées mer-terre, SLBM), effectif qu'ils étaient autorisés à conserver aux termes de l'accord précité. Aux Etats-Unis, par contre, le nombre de silos et d'installations de tir sur sous-marins n'était passé que de 1398 en 1965 à 1710, effectif inchangé depuis 1967. Aux yeux du gouvernement américain — et de la plupart des experts — cette supériorité soviétique marquée était compensée par l'avantage américain en matière de bombardiers à grand rayon d'action, quelque 500 avions contre 140 du côté soviétique, les appareils américains étant en outre plus efficaces, et par une avance qualitative dans le domaine des fusées qui se traduisait notamment par la présence de MIRV que l'on introduisait depuis 1970 (Minuteman III) et 1971 (Poseidon) dans l'arsenal américain.

Mais les Soviétiques accomplirent assez rapidement, apparemment plus rapidement que l'on avait voulu l'admettre au sein du gouvernement américain, des progrès qualitatifs, lesquels menacent désormais l'équilibre délicat atteint il y a trois ans.

M. James Schlesinger, secrétaire à la Défense et sans doute un des responsables américains les plus clairvoyants, a résumé comme suit le résultat de la poursuite à un rythme accéléré de l'effort d'armement soviétique: « ... les Soviétiques ont

- atteint en ce qui concerne les vecteurs stratégiques (bombardiers et fusées) mieux qu'une parité numérique par rapport aux Etats-Unis;
- continué de faire peser une menace grave sur l'Europe occidentale après être devenus capables de menacer de façon directe et massive les Etats-Unis;
- commencé à exploiter la poussée/charge utile supérieure de leurs engins balistiques de sorte qu'ils seront capables de mettre en œuvre non moins de 7000 charges de grande puissance potentiellement très précises;

— lancé la production du bombardier « Backfire », lequel pourrait fort bien se révéler être une arme de portée intercontinentale. » (Annual Defense Department Report, FY 1975).

Ce qui semble être l'évolution la plus dangereuse serait le remplacement des fusées soviétiques SS-11 (comparables aux Minuteman américaines) et SS-9 (très grosses fusées dotées jusqu'ici d'une charge unique de quelque 25 mégatonnes) par les modèles SS-19 et SS-18, expérimentés en 1973 avec des MIRV. Les 313 SS-9/SS-18 pourraient, étant équipées de six charges indépendantes d'une mégatonne chacune, à elles seules détruire plus de 90 % des 1054 engins américains stationnés à terre. Autant dire qu'une des trois composantes de l'instrument de dissuasion américain risque de perdre son invulnérabilité relative et, de ce fait, son pouvoir dissuasif. Certes, même dans ce cas, les Etats-Unis continueraient à disposer, sous forme de leur flotte de sous-marins porte-engins Polaris/Poseidon, « d'une immense capacité de destruction » (Schlesinger). Mais le déséquilibre entre les frappes soviétique et américaine que l'introduction des MIRV russes provoquerait risque de limiter sérieusement la liberté d'action des Américains, ce qui pourrait entraîner des conséquences graves, notamment pour l'Europe.

CAPITULATION AMÉRICAINE?

A la lumière de ces faits on est forcé de conclure que les Américains ont fait à l'autre Grand des concessions contraires à leurs intérêts en matière de sécurité et allant à l'encontre des exigences du « arms control ». D'après l'accord de principe entre les dirigeants des deux Superpuissances, le nombre de vecteurs de chaque puissance sera limité à 2400, ce qui va contraindre les Soviétiques à renoncer à 98 fusées balistiques ou bombardiers, mais permettra aux Etats-Unis de mettre en service 194 nouveaux bombardiers ou fusées. Les effectifs d'engins intercontinentaux stationnés à terre dans des silos, tels que l'accord de 1972 les a fixés, ne pourront pas être dépassés. Au reste, et dans le cadre convenu de 2400 vecteurs, chacun décidera librement de la composition de sa panoplie stratégique : plus ou moins d'engins ou de bombardiers.

Mais ce n'est pas ce qui compte véritablement. Ce qui importe, c'est que les Soviétiques aient obtenu « l'autorisation » de doter de

MIRV 1320 fusées capables de frapper le territoire américain, donc d'augmenter de façon décisive leur puissance de feu nucléaire. Au moment où MM. Ford et Brejnev concluaient ce marché, les Soviétiques n'avaient encore mis en service aucune fusée avec MIRV. Depuis, ils ont cependant commencé à introduire dans leurs forces stratégiques des fusées équipées de MIRV (SS-18 et SS-19).

On peut naturellement faire valoir — comme M. Kissinger — qu'en l'absence d'une telle « limitation » les Soviétiques auraient acquis un encore plus grand nombre d'engins dotés de MIRV. Mais personne n'est en mesure de prouver qu'ils l'auraient effectivement fait. Et, surtout, il y a une grande différence tant au point de vue psychologique que politique entre laisser les Soviétiques poursuivre un effort d'armement démesuré d'une part et y donner explicitement son assentiment par un accord comme celui de Vladivostok d'autre part. Il eût, dans de telles circonstances, mieux valu renoncer à un accord, établir clairement les responsabilités et prendre les mesures d'armements — modérées si possible — qui s'imposent.

Capitaine EMG Dominique BRUNNER

